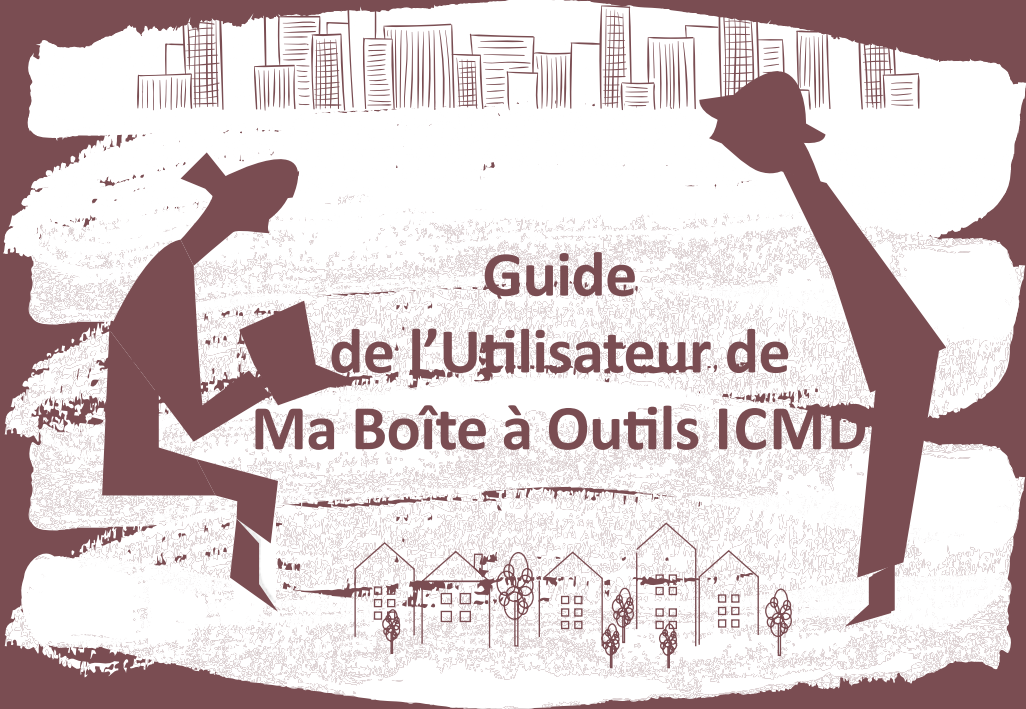




MIGRATION
FOR DEVELOPMENT

Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)



Guide de l'Utilisateur de Ma Boîte à Outils ICMD



**Guide
de l'Utilisateur de
Ma Boîte à Outils ICMD**

Propriété intellectuelle :

© 2015 Centre international de formation de l'OIT – Turin, Italie

© 2015 Organisation internationale pour les migrations (OIM) – Genève, Suisse

Le PNUD jouit d'une licence perpétuelle, libre de redevances, non exclusive et non cessible pour reproduire, distribuer, octroyer sa licence à un tiers et en faire usage dans toutes ses formes et sans restriction, sur lesdits droits de propriété intellectuelle.

La présente publication jouit de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande de reproduction ou de traduction doit être adressée à :

Centre international de formation de l'OIT
Viale Maestri del Lavoro, 10 – 10127 Turin, Italie
Tél.: +39 011 693 6359
Fax: +39 011 639 1925
Courriel: migration@itcilo.org
www.itcilo.org

ou

Organisation internationale pour les migrations
Migration de main-d'œuvre et développement humain
17 route des Morillons – 1211 Genève 19, Suisse
Tél. : +41 22 717 91 11
Fax : +41 22 798 61 50
Courriel : lhd@iom.int
URL: www.iom.int

Liste des contributeurs:*Auteurs principaux:*

Olivier Ferrari
Miriam Boudraa

Co-auteurs:

Cecile Riallant
Giacomo Negrotto
Joanne Irvine

Développement pédagogique:

Monica Lisa
Florence Beraud

Conception graphique:

Larissa Colombini

Déni de responsabilité :

Cette publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne et de l'Agence suisse pour le développement et la coopération, à travers l'Initiative conjointe pour la migration et le développement, programme mis en œuvre par le PNUD en partenariat avec l'OIM, le CIF-OIT, ONU Femmes, l'UNHCR, le FNUAP et l'UNITAR. Le contenu de cette publication ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne, de l'Agence suisse pour le développement et la coopération, des Nations Unies ou de l'OIM ou de leurs États Membres. Les opinions n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que les Nations Unies, l'OIM, l'UE ou la SDC souscrivent aux opinions qui y sont exprimées.

Les désignations utilisées dans cette publication, qui est conforme à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part des Nations Unies, de l'OIM, de l'UE ou de la SDC aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part des Nations Unies, de l'OIM, de l'UE ou de la SDC aucune appréciation favorable ou défavorable.

Guide de l'Utilisateur de «*Ma Boîte à Outils ICMD*»

Table des matières

Introduction	2
Contexte	2
Pourquoi «<i>Ma Boîte à Outils ICMD</i>»?	4
Objectifs généraux	4
Objectifs spécifique	5
Quel est le groupe cible de «<i>Ma Boîte à Outils ICMD</i>»?	6
Quelle est l'approche de «<i>Ma Boîte à Outils ICMD</i>»?	7
Une approche modulaire	7
Une approche participative	8
Structure de «<i>Ma Boîte à Outils ICMD</i>»	9
La Boîte à Outils	9
Les Modules	10
Les Sessions	12
Icônes utilisées dans « <i>Ma Boîte à Outils ICMD</i> »	12
Organiser un programme de formation avec « <i>Ma Boîte à Outils ICMD</i> »	14
Glossaire	16
Acronymes	26

Introduction

«*Ma Boîte à Outils ICMD*» est une série de supports de formation développés par l'Initiative conjointe pour la formation et le développement (ICMD) dans le cadre de la composante du programme relative au renforcement des capacités, qui vise à maximiser l'impact de la migration sur le développement local, en apportant une aide qui se concentre sur les autorités locales et les acteurs non-étatiques. «*Ma Boîte à Outils ICMD*» offre un outil flexible et exhaustif aux parties prenantes qui opèrent à l'échelle locale (autorités locales, société civile, associations de migrants, universités, organisations internationales, etc.) quant à la manière d'intégrer les besoins, les opinions et les ressources des migrants dans la planification du développement local, afin d'être en mesure de mieux tirer parti des possibilités de développement de la migration.

Contexte

Afin de réaliser une approche durable et participative de la gouvernance de la migration au niveau sous-national, il est important qu'une volonté politique suffisante soit présente, mais aussi que les administrations locales et régionales aient en interne, les capacités de développer et de mettre en œuvre des politiques efficaces. Les recherches réalisées par l'ICMD pendant la première phase du programme ont montré que l'une des principales difficultés rencontrée par les autorités locales au moment de mettre en œuvre des interventions relatives à la M&D était due à des carences au niveau des capacités internes.

La plupart des caractéristiques les plus influentes qui définissent la capacité des autorités locales concerne le degré de décentralisation en vigueur, les ressources financières disponibles, les fonctions des autorités locales et par-dessus tout, le fait que la migration et le développement soient souvent perçus et traités comme des domaines politiques appartenant à des sphères différentes. Ce qui, la plupart du temps, engendre un manque de clarté au niveau de la définition des compétences et des responsabilités au sein des administrations locales. De plus, les initiatives M&D mises en œuvre par les autorités locales sont bien plus efficaces lorsque ces dernières sont clairement conscientes des dynamiques de la migration et des itinéraires empruntés par les migrants. L'élaboration de processus décisionnaires durables a besoin d'être fondée sur les preuves empiriques des tendances économiques et sociales, afin de pouvoir faire face aux demandes existantes.

C'est dans ce contexte que l'ICMD a pour objectif de maximiser le potentiel de la migration pour le développement local à travers la fourniture de supports destinés aux autorités locales et aux acteurs non-étatiques avec la création de «*Ma Boîte à Outils ICMD*».

L'ICMD a réalisé cet objectif grâce à une approche ascendante des initiatives M&D entreprises au niveau local, à travers une assistance financière, technique, et le renforcement des capacités. Une partie de la composante de l'ICMD relative au renforcement des capacités a été la création de «*Ma Boîte à Outils ICMD*» qui regroupe les enseignements reçus et les connaissances acquises tout au long de la mise en œuvre des initiatives M&D réalisées par l'ICMD, avec un outil en mesure d'être largement partagé et de guider les parties prenantes locales qui entreprendront des projets M&D.

La Boîte à Outils a été développée par les partenaires de l'ICMD : l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et le Centre International de Formation de l'Organisation Internationale du Travail (CIF-OIT), en étroite collaboration avec l'Unité de Gestion de Programme de l'ICMD.

Pourquoi «*Ma Boîte à Outils ICMD*»?

«*Ma Boîte à Outils ICMD*» est importante afin de faire face à une demande attendue de la part des pays ciblés par l'ICMD et plus largement, des parties prenantes qui à une échelle locale, sont impliquées dans les questions relatives au développement local et à la migration.

La Boîte à Outils peut:

- être utilisée pour **offrir une formation plus exhaustive** et traiter plus largement des questions complexes et à facettes multiples, comme celles de la migration et du développement local;
- facilement **être appliquée au niveau local par les personnes qui ont participé au programme de formation**, grâce à l'approche de FdF (Formation des formateurs) qui a été adoptée.



Objectifs généraux

Les objectifs généraux de «*Ma Boîte à Outils ICMD*» sont:

- le développement de la compréhension des relations entre la migration et le développement (M&D) aux niveaux international, national, local, ainsi que sa contextualisation dans les réalités locales;
- le renforcement des capacités des acteurs locaux pour la planification et la mise en œuvre à l'échelle locale, de cadres de référence cohérents de la M&D;
- l'identification des principales parties prenantes et la mise en œuvre de partenariats visant à améliorer l'impact et la durabilité des initiatives M&D à l'échelle locale;
- la confrontation des parties prenantes avec un outil d'information et d'apprentissage exhaustif, qui contient notamment des études et de la documentation;
- la fourniture d'outils concrets pour l'institutionnalisation et la territorialisation du lien entre la M&D et les actions et politiques qui en découlent à l'échelle locale.



Objectifs spécifiques

En utilisant «*Ma Boîte à Outils ICMD*», les participants pourront :

- développer une compréhension générale des principaux concepts, outils et stratégies liés à la migration et au développement local;
- comprendre les connexions entre la migration et le développement local;
- appuyer les initiatives visant à établir des relations de partenariat, de coopération et de dialogue au sujet de la M&D à une échelle locale;
- créer un cadre de référence propice à la mise en place de conditions favorables à l'autonomisation des migrants et de leurs associations;
- apprécier le rôle de la migration, en tant qu'opportunité de création d'emploi et de développement économique;
- reconnaître que l'intégration ou la réintégration des migrants à une échelle locale est un avantage pour le développement local.

Quel est le groupe cible de «Ma Boîte à Outils ICMD»?

«Ma Boîte à Outils ICMD» a été conçue pour un large public, en se concentrant particulièrement sur les différents acteurs impliqués dans la M&D à une échelle locale.

Ces acteurs peuvent être:



- les fonctionnaires et les agents publics qui travaillent avec les autorités et administrations locales;



- les fonctionnaires des institutions publiques impliquées dans les politiques migratoires et de développement;



- les représentants de la société civile, et notamment les ONG et les associations de migrants;



- les partenaires sociaux (organisations syndicales, organisations d'entreprises/d'employeurs, secteur privé) et;



- les acteurs du monde académique.

Quelle est l'approche de «Ma Boîte à Outils ICMD»?

Une approche modulaire

«Ma Boîte à Outils ICMD» a été conçue avec une approche modulaire, visant à offrir un outil flexible et exhaustif pour les parties prenantes qui, à une échelle locale, travaillent dans les domaines de la migration et du développement local. Selon les besoins de formation spécifiques des participants et le temps disponible, le formateur peut décider de faire appel à l'ensemble des Modules ou bien d'en sélectionner un certain nombre. De cette manière, il est en mesure d'affronter un grand nombre de questions pratiques liées au développement local.

«Ma Boîte à Outils ICMD» est composée de 6 modules:

- **1 Module Principal** (Module introductif): ce module est «obligatoire» et doit être traité au début de chaque programme de formation;
- **5 Modules Optionnels**, organisés par thèmes: ces modules peuvent être traités ensemble ou de manière séparée en fonction des besoins des apprenants.

Chaque module contient une série de sessions qui sont analysées de manière approfondie et selon différents points de vue. Les sessions ont également été conçues pour être utilisées de manière flexible, elles peuvent être **extraites et réassociées** à des sessions tirées d'autres modules, afin d'offrir aux apprenants **une formation conçue sur-mesure** et pouvant répondre à leurs besoins et demandes spécifiques.

Les différents modules et sessions ont été développés pour faire face aux besoins identifiés à travers les entrevues réalisées avec des parties prenantes locales, durant la phase d'évaluation des besoins de formation. Ce processus a été discuté, mis à jour et validé à l'occasion d'une réunion d'experts, organisée conjointement par l'OIM et le CIF-OIT en étroite collaboration avec l'Unité de Gestion de Programme de l'ICMD.

Une approche participative

«*Ma Boîte à Outils ICMD*» a été conçue en utilisant une approche d'apprentissage participative, principalement fondée sur des méthodologies de partage des connaissances, mais aussi comme un modèle que les apprenants pourront réutiliser en tant que formateurs.

Les programmes de formation adaptés à partir de cette Boîte à Outils sont:

- **participatifs:** il est attendu que les participants partagent activement leurs connaissances et leurs expériences;
- **contextuels:** les activités sollicitent l'expérience professionnelle des praticiens et s'appuient sur les spécificités de leurs contextes professionnels;
- **fondés sur les compétences:** les activités pédagogiques ont l'objectif de permettre aux praticiens d'acquérir les connaissances, les capacités et les comportements nécessités par leurs pratiques professionnelles;
- **fondés sur des méthodes d'apprentissage basées sur l'expérience:** de nouvelles connaissances peuvent être acquises, non seulement à travers la contribution des experts, mais aussi avec des activités d'apprentissage qui s'appuient sur les expériences et les connaissances des praticiens. Les connaissances acquises et les capacités développées sont mises en application pendant la formation, à travers une expérimentation active;
- **attentives à la diversité:** la diversité relative à la dimension du genre, aux origines, aux contextes et aux expériences vécues est considérée comme un atout, et les participants seront encouragés à l'exprimer.

Enfin, l'approche participative permet :

- de garantir une **participation active** de la part de tous les apprenants, et tout au long de la session de formation;
- de faciliter le travail en **réseau et la collaboration** entre les participants;
- d'améliorer la **rétenion des informations** obtenues grâce à l'engagement de tous les participants.

Le rôle du formateur évolue «*de sage présent sur la scène, il devient un guide discret*» (King, 1993), en conduisant les praticiens à devenir les acteurs de leurs propres processus de développement.

Structure de

«*Ma Boîte à Outils ICMD*»

La Boîte à Outils






«*Ma Boîte à Outils ICMD*» est composée de deux sections:


- «*Mon dossier ICMD*» qui contient:
 - o le Guide de l'Utilisateur de Ma Boîte à Outils ICMD;
 - o le Module Principal;
 - o un tableau avec des Références à des outils complémentaires et autres manuels de formation;
 - o un ensemble de Pratiques utiles sur la migration et le développement local.
- «*Mes Modules ICMD*» avec les différents Modules Optionnels (voir ci-après).

Afin de faciliter sa large diffusion et de manière à ce que les apprenants puissent s'approprier ses outils, «*Ma Boîte à Outils ICMD*» intègre des éléments de base de Formation des Formateurs (FdF) tout au long des différents modules. De plus, les activités de formation sont fournies à la fin de chaque module et peuvent être facilement organisées et reproduites par les acteurs locaux, même si elles ne sont pas des formateurs professionnels.

Les Modules

Dans «*Ma Boîte à Outils ICMD*», les utilisateurs trouveront les modules suivants:

Module	Titre	Sessions
Module Principal 	Module introductif sur la migration et le développement local	Session n° 1: Défis et opportunités en matière de migration et développement local Session n° 2: Adopter une approche genre de la migration dans un contexte local Session n° 3: Les migrants en tant qu'acteurs du développement local Session n° 4: Le rôle des autorités locales dans l'autonomisation des communautés migrantes Session n° 5: Adopter une approche de la migration et du développement fondée sur les droits, dans un contexte local
Module 1 	La gestion du lien entre la migration et le développement local	Session n° 1: Qu'est-ce que le développement local? Session n° 2: Le développement local et la migration: coordination, synergies et politiques Session n° 3: Données sur la migration et les politiques locales
Module 2 	La création des partenariats, de la coopération et du dialogue relatifs à la M&D à l'échelle locale	Session n° 1: Partenariats relatifs à la M&D: modalités et cadres de référence, de l'échelle mondiale à l'échelle locale Session n° 2: Coopération décentralisée, codéveloppement et partenariats territoriaux Session n° 3: Partenariats public-privé Session n° 4: Travailler avec les associations de la diaspora/de migrants dans les territoires d'origine et de destination
Module 3 	Renforcer l'autonomie des migrants au niveau du territoire	Session n° 1: Renforcer la capacité d'agir des migrants en tant que protagonistes du développement local Session n° 2: Quels services pour les migrants et leurs familles dans les territoires d'origine et de destination? Session n° 3: Promouvoir et impliquer les organisations de migrants Session n° 4: Promouvoir la participation à la vie politique et l'implication dans l'élaboration des politiques
Module 4 	La création des emplois et des opportunités économiques à travers la migration à l'échelle locale	Session n° 1: Le lien entre la migration économique et le développement économique local (DEL) Session n° 2: L'optimisation de l'utilisation des capacités des migrants et la réponse aux besoins du marché du travail à l'échelle locale Session n° 3: L'entrepreneuriat des migrants: défis et opportunités Session n° 4: Les transferts de fonds et les investissements des migrants sont-ils favorables au développement économique local?

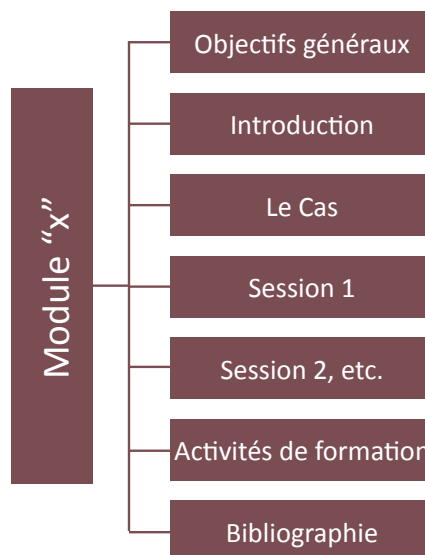
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Module 5</p> 	<p>Accroître l'impact sur le développement par des politiques d'intégration et de réintégration</p>	<p>Session n° 1: Les paradigmes et défis de l'intégration et de la réintégration des migrants et leur impact sur le développement</p> <p>Session n° 2: Le rôle des autorités locales pour faciliter l'intégration des migrants</p> <p>Session n° 3: Le rôle des autorités locales pour faciliter la réintégration des migrants</p>
---	---	---

Chaque module est structuré de la manière suivante:

- Objectifs généraux du module
- Introduction au module
- Une étude de cas spécifique au module
- 3 à 5 sessions (pour davantage d'informations sur la structure des sessions, voir ci-après)
- Une série d'activités de formation pour appuyer la compréhension et la mise en application de chaque session
- Une bibliographie et des lectures conseillées pour chaque module



Structure type d'un module



Notez que le Module Principal ne contient pas d'étude de cas.

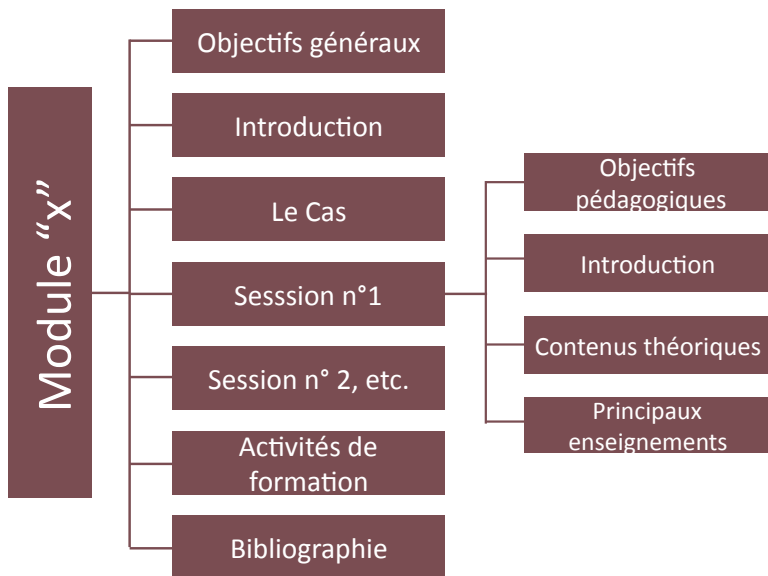
Les Sessions

Au sein des différents modules, chaque session est structurée de la manière suivante:

- Objectifs pédagogiques
- Introduction
- Contenus théoriques
- Principaux enseignements



Structure type d'une session






Icônes utilisées dans «Ma Boîte à Outils ICMD»



Indique l'objectif pédagogique du Module/de la Session

	<p>Indique une étude de cas. L'étude de cas se poursuit tout au long du module, et sert à illustrer les contenus théoriques abordés</p>
	<p>Indique une citation ou une définition</p>
	<p>Indique un Point de Réflexion</p>
	<p>Indique un exemple pour illustrer un contenu théorique</p>
	<p>Indique un graphique, un schéma, un tableau Les illustrations facilitent la compréhension des apprenants et la rétention d'informations</p>
	<p>Indique où il est possible de trouver des informations supplémentaires</p>
	<p>Indique les principaux enseignements du module</p>
	<p>Indique les activités de formation relatives au module</p>
	<p>Indique des informations importantes pour le modérateur</p>
	<p>Indique une série de conseils pour aider à organiser et à animer une activité de formation</p>

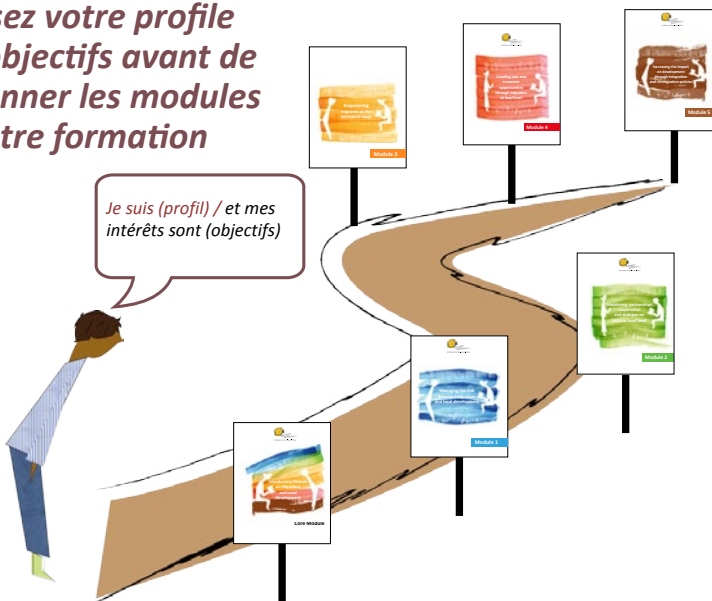
	<p>Indique des informations relatives à l'agencement de l'espace de formation</p>
	<p>Indique le matériel de formation nécessaire</p>
	<p>Indique la durée estimée d'une activité. La durée d'une activité augmentera souvent en fonction du nombre de participants</p>

Organiser un programme de formation avec «*Ma Boîte à Outils ICMD*»

Les illustrations ci-dessous montrent comment «*Ma Boîte à Outils ICMD*», peut être utilisée et personnalisée en fonction de la spécificité des apprenants, afin d'organiser des activités de formations aussi bien exhaustives que condensées.

Les composantes de formation présentées dans ce tableau sont des indications plutôt que des modèles à suivre à la lettre. Elles doivent être adaptées à des besoins et des demandes de formation spécifiques, mais aussi en fonction du contexte.

Definissez votre profil et vos objectifs avant de sélectionner les modules pour votre formation



Un fonctionnaire en exercice au sein d'une municipalité...

Mettre en oeuvre un projet qui implique différents acteurs locaux et concerne la création d'emploi et d'opportunités économiques pour les travailleurs migrants.



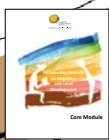
Une association de la diaspora dans un pays de destination qui collabore avec une coopérative de mon pays d'origine...

Développer un projet pour appuyer les coopératives qui cherchent à créer des emplois verts.



Une ONG qui travaille avec les migrants et les associations de migrants

Mettre en oeuvre un projet qui contribue à lutter contre la discrimination à une échelle locale.





Acteurs locaux – Ils jouent un rôle fondamental dans la gestion du développement local. Ils renforcent la cohésion sociale, créent des interdépendances et pensent à une échelle globale pour agir à une échelle locale. En raison d'un lien direct avec un domaine spécifique, d'une connaissance des besoins locaux et d'une expertise dans les secteurs traditionnels de la vie publique, ils sont en mesure de maximiser les effets du développement. Ces acteurs peuvent opérer dans les sphères institutionnelles, économiques et sociales, il peut s'agir par exemple, d'institutions/d'organisations non gouvernementales, d'associations de citoyens, du secteur privé, d'institutions liées au développement, et d'acteurs impliqués dans le développement à l'échelle internationale.

Analyse qualitative – Analyse, à des fins non-statistiques qui est généralement complémentaire à l'analyse quantitative. Il s'agit d'un type d'étude qui fait appel aux sciences sociales, à travers des méthodologies qui impliquent les comportements humains et essaient de les comprendre.

Approche genre de la migration – Elle se concentre sur l'analyse des relations identitaires et des relations entre les hommes et les femmes tout au long du processus migratoire (parmi les autres domaines de la vie). Dans le cadre de la migration et du développement, l'approche liée au genre nous permet de voir et de comprendre non seulement les dynamiques des relations de pouvoir, mais aussi la manière avec laquelle la dimension du genre opère dans des processus méso et macro tels que les réseaux sociaux ou les accords bilatéraux. Cette perspective reconnaît la construction des masculinités et la diversité des personnes dont les identités sont marquées par d'autres caractéristiques comme les origines ethniques ou les classes sociales, afin d'éviter les stéréotypes ou la formulation d'hypothèses pour lesquelles l'hétérosexualité est une norme prédominante.

Approche fondée sur le droits de l'homme – Une approche fondée sur les droits de l'homme est le cadre de référence conceptuel d'un processus de développement humain pour lequel le cadre réglementaire est basé sur les normes internationales des droits de l'homme et qui d'un point de vue opérationnel vise à protéger et à promouvoir les droits de l'homme. Elle cherche à analyser les inégalités qui se situent au cœur des problèmes du développement et à mettre un terme aux pratiques discriminatoires et aux répartitions inéquitables des pouvoirs, qui empêchent les progrès du développement.¹

¹ ONU - HCDH, 2006 «Questions fréquentes au sujet d'une approche de la coopération pour le développement fondée sur les droits de l'homme».

Autonomisation – Il s’agit d’un concept de base du développement, qui fait référence au processus à travers lequel les personnes, de manière individuelle ou collective, prennent conscience des relations de pouvoir qui opèrent dans leurs vies et acquièrent une confiance et une force suffisantes pour changer les inégalités et renforcer leur position économique, politique et sociale. L’autonomisation est décrite comme un processus dans lequel les individus acquièrent du pouvoir, et dans lequel le pouvoir n’est pas interprété selon des termes de domination («le pouvoir sur») mais il s’agit plutôt d’un pouvoir créatif («le pouvoir de»), partagé («le pouvoir avec») et personnel («le pouvoir au sein de»).²



Capacité d’agir des migrants – Il s’agit de la capacité des migrants à influencer les dynamiques (sociales, économiques et politiques) qui touchent leurs vies et celles des sociétés avec lesquelles ils sont liés, tout en influençant l’élaboration de politiques inclusives, qui leur permettent de prendre le contrôle de leurs vies.³

Capital des migrants – Ce sont les capitaux des migrants, envisagés en tant que patrimoine transnational que les migrants possèdent. Ils peuvent être sociaux, économiques, culturels, financiers, affectifs ou locaux.

Circulation des cerveaux – Immigration d’individus hautement qualifiés qui bénéficie au pays d’accueil et aux territoires d’origine.⁴

Co-développement – Idée de promouvoir les migrants comme vecteurs de développement, afin de faciliter l’intégration des migrants existants et de créer les conditions socio-économiques dans les pays d’origine pour proposer des alternatives à la migration.

Compétences – Dans de nombreux pays les «compétences» sont définies en termes de compétences professionnelles et / ou de niveaux de scolarité. Il n’y a pas de définition uniforme de «compétences».

Coopération décentralisée – Une activité de coopération internationale menée en partenariat entre deux ou plusieurs autorités locales ou régionales et leurs branches sectorielles.

Coopératives – Selon la Recommandation (n°193) de l’OIT, une

² ONU Femmes, Glossaire, *Gender on the move* (2013).

³ Département pour le développement international: *Youth Participation in Development: A Guide for Development Agencies and Policy Makers*.

⁴ Thomas Hope E., «Skilled Labour Migration from Developing Countries: Study on the Caribbean Region», *Organisation internationale du Travail*, pp. 2–5, (2002).

«coopérative» désigne une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement.⁵

Culture de la migration – Lorsqu'une grande partie de la population choisit automatiquement la migration, sans nécessairement tenir compte de ses alternatives ou de ses réalités.⁶

Cycle migratoire – Cycle qui a lieu du moment où les migrants décident de migrer, jusqu'à leur éventuel retour; chaque phase de ce cycle contient des défis mais aussi des opportunités pour le développement local. Bien que la migration puisse être perçue comme un cycle, cela ne signifie pas que le retour soit sa conséquence naturelle, mais plutôt que les différentes phases illustrent les différentes situations dans lesquelles un ou une migrante pourra se trouver à certain moment de sa vie.



Demandeur d'asile – Une personne qui dit être un(e) réfugié(e) mais dont la demande est encore en cours d'examen par les instruments internationaux ou nationaux compétents. En cas de décision négative, elle doit quitter le pays ou peut être expulsée, comme c'est le cas pour de nombreux étrangers en situation irrégulière, à moins qu'une autorisation de séjourner ne soit accordée pour des raisons humanitaires ou autres.

Développement – Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) définit le développement comme un processus qui consiste à «créer un environnement dans lequel les individus puissent développer pleinement leur potentiel et mener une vie productive et créative, en accord avec leurs besoins et leurs intérêts». Cette définition se démarque de l'approche uniquement basée sur le développement économique et mesurée par la croissance ou les indicateurs de revenus, et inclut la dimension humaine du processus.⁷

⁵ OIT - R193- Recommandation sur la promotion des coopératives (n°193), 2002.

⁶ Glossaire du DEL: <http://www.ledknowledge.org/>

⁷ Glossaire du DEL: <http://www.ledknowledge.org/>

Développement économique local – Il s’agit d’un processus de développement participatif qui encourage la coopération entre les principaux acteurs des secteurs public et privé dans un territoire particulier, afin de créer et de mettre en œuvre une stratégie de développement commune. Son objectif fondamental consiste à stimuler l’activité économique et à générer le travail décent, à travers l’exploitation des ressources locales et les éventuelles opportunités offertes dans le contexte mondial.⁸

Développement local – Le développement local est une stratégie pour diversifier et enrichir les activités au sein d’un territoire donné, à travers la mobilisation des ressources et des énergies (naturelles, humaines et économiques), par opposition aux stratégies centralisées pour le développement du territoire.⁹

Dialogue social – Il inclut tous les types de négociations, de consultations et d’échanges d’informations entre, ou parmi, les représentants des gouvernements, les employeurs et les travailleurs sur des questions d’intérêt commun.¹⁰ Il inclut tous les types de négociations, de consultations et d’échanges d’informations entre, ou parmi, les représentants des gouvernements, les employeurs et les travailleurs sur des questions d’intérêt commun relatives aux politiques économiques et sociales.

Diaspora – Les diasporas sont largement définies comme des individus et des membres ou des réseaux, des associations et des communautés, qui ont quitté leur pays d’origine, mais maintiennent des liens avec ce dernier. Ce concept couvre les communautés expatriées plus sédentaires, les travailleurs migrants temporairement basés à l’étranger, les expatriés avec la nationalité du pays de destination, la double nationalité, et les migrants de deuxième/troisième génération.¹¹

Discrimination – Lorsque des personnes ne sont pas traitées sur un pied d’égalité et lorsqu’aucune distinction raisonnable n’est en mesure de justifier l’obtention d’un traitement de faveur. La discrimination est interdite à l’égard de considérations “*de race, de sexe, de langage ou de religion*” (Art. 1(3), Charte des Nations Unies, 1945), “*sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d’opinion politique ou de toute autre opinion, d’origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation*” (Art. 2, Déclaration universelle des droits de l’homme, 1948).

⁸ Think Globally, Act Locally for Compensation Design». Warren Heaps. 28 de febrero de 2010

⁹ Benko, G., *Lexique de géographie économique* (Paris, Armand Colin), 2001

¹⁰ OIT (2008c).

¹¹ International Organization for Migration, “Glossary on Migration”, 2nd edition, International Migration Law n°25 (2011).

Données quantitatives – Données relatives à l’expression d’une quantité, d’un montant, ou d’une plage de données. Habituellement, il s’agit d’unités de mesure associées à des données, par exemple, les mètres, dans le cas où l’on mesure la taille d’une personne. Il est logique de définir des limites à ces données et il est également significatif de leur appliquer des opérations arithmétiques.

Données de la migration – Faits et statistiques liés aux tendances et à la gouvernance de la migration, à la coopération internationale locale/décentralisée, à la migration démographique, aux impacts socio-économiques et environnementaux, à l’impact du développement sur la migration, et aux projets/contributions des migrants et de la diaspora. Les données de la migration sont une association des différentes méthodologies (quantitatives et qualitatives).¹²



Économie informelle – Le terme «économie informelle» fait référence à toutes les activités économiques des travailleurs et des unités économiques qui - dans la législation ou dans la pratique - ne sont pas couverts ou sont insuffisamment couverts par des dispositions formelles. Leurs activités ne sont pas incluses dans la loi, ce qui signifie qu’ils opèrent en dehors de la portée formelle de la loi; ou qu’ils ne sont pas couverts dans la pratique, ce qui signifie que - alors même qu’ils opèrent dans la portée formelle de la loi - la loi n’est pas appliquée ou exécutée; ou que la loi décourage la conformité parce qu’elle est inadaptée, contraignante ou qu’elle impose des coûts excessifs.¹³

Éducation financière – Capacité à comprendre les principes de base des affaires et de la finance.

Employabilité – Le terme se rapporte aux compétences qui renforcent la capacité d’un individu à tirer parti des possibilités d’éducation et de formation qui se présentent afin de trouver un travail décent et le garder.¹⁴



Féminisation de la migration – Expression utilisée pour décrire non seulement la légère augmentation du nombre de femmes migrantes mais aussi «la croissance régulière de la proportion des femmes qui migrent de manière indépendante afin de rechercher un emploi, au lieu de se contenter d’être des «personnes à charges» voyageant avec leurs maris ou les accompagnant à l’extérieur de leur pays (...) au cours des dernières décennies, un grand nombre de femmes, qui migrent désormais de manière indépendante et deviennent une source de revenu, ont intégré les flux migratoires, alors que ceux-ci concernaient principalement les hommes.»¹⁵

¹² 2011. «Profil migratoires: Exploiter au mieux le processus. Étude de l’OIM.

¹³ OIT, “Transitioning from the informal to the formal economy” - Report V (1), ILC (2014).

¹⁴ Dictionnaire de l’OIT.

¹⁵ ONU Femmes, Glossaire, *Gender on the move* (2013).

Forum territorial – Instances collectives, participatives et territoriales qui réunissent un grand nombre de parties prenantes des secteurs publics et privés et sont en mesure d’organiser, de diriger et d’apporter une légitimité au processus du DEL.¹⁶

Fuite des cerveaux – Émigration d’individus qualifiés et talentueux de leur pays d’origine vers un autre pays qui a pour conséquence un appauvrissement des ressources en compétences du pays d’origine.¹⁷



Genre – Alors que le sexe se réfère aux caractéristiques biologiques qui nous distinguent en tant qu’hommes ou femmes, le terme genre fait référence à une série de caractéristiques, de valeurs, de croyances, de qualités et de comportements que les sociétés attribuent aux hommes ou aux femmes. Le genre se recoupe également avec d’autres dynamiques d’identité ou de pouvoir comme la classe sociale, la race, l’ethnie, la nationalité, l’orientation sexuelle, le statut migratoire, la nationalité, etc.¹⁸

Glocal – Adoption de politiques générales (macro) aux conditions spécifiques (micro) de chaque contexte local (slogan «Penser à l’échelle mondiale et agir à l’échelon local»). Think Globally, Act Locally for Compensation Design». Warren Heaps. 28 février 2010.



Intégration de la migration dans la planification du développement – Le processus d’évaluation des implications de la migration sur toute action (ou objectifs) prévue dans une stratégie de développement et de réduction de la pauvreté. Cela signifie l’intégration des préoccupations M&D dans la législation, les politiques et programmes à tous les niveaux (local, national et, le cas échéant, régional). Cela signifie également l’intégration des préoccupations M&D à toutes les étapes de la planification du développement, y compris la conception, la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation.

Investissements à l’échelle locale – Activités économiques souvent entreprises par les migrants et qui tirent profit des opportunités générées par le lien établi entre les territoires d’accueil et d’origine, en utilisant réciproquement la demande/fourniture de biens ou de services produits localement.

¹⁶ Glossaire du DEL <http://www.ledknowledge.org/>

¹⁷ International Organization for Migration, “Glossary on Migration”, 2nd edition, International Migration Law n°25 (2011).

¹⁸ ONU Femmes, Glossaire, *Gender on the move* (2013).



Marché du travail – Un marché du travail concerne les activités qui consistent à embaucher ou à fournir une certaine main-d'œuvre pour réaliser des travaux spécifiques, et le processus qui consiste à déterminer le montant du salaire de ceux qui réaliseront ces travaux. De plus, la définition concerne également les modalités de fluctuation des salaires, ainsi que la mobilité des travailleurs entre les différents emplois et employeurs. L'expression marché du travail ne se réfère pas nécessairement à un marché physiquement déterminé, il faut plutôt le percevoir comme un «lieu» qui, selon la théorie économique, est une interaction entre une demande et une offre de travail. Le marché du travail dans son ensemble, est divisé en un certain nombre de sous-ensembles de marchés, et notamment les marchés régionaux et sectoriels, ainsi que les marchés spécifiques à certains échanges, à certaines qualifications et à certaines catégories de personnes. Les marchés du travail peuvent être locaux ou nationaux (voire internationaux) dans leur champ d'application.¹⁹

Micro-assurance – Un plan de micro-assurance apporte une protection aux individus qui disposent de petites économies. Il est spécialement conçu pour les individus ayant des ressources limitées afin de leur apporter une compensation en cas de maladies, d'accident ou de décès. <http://www.investopedia.com/terms/m/microinsurance.asp>

Migrant qualifié – Il s'agit d'un travailleur ou d'une travailleuse migrant(e) qui, en raison de ses qualifications ou de son expérience professionnelle, bénéficie habituellement d'un traitement de faveur quant à son admission dans le pays d'accueil (il/elle bénéficie de restrictions plus souples en ce qui concerne la durée de son séjour, un changement d'emploi et la réunification familiale).²⁰

Migration – Déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes, soit entre pays, soit à l'intérieur d'un pays. Il s'agit d'un mouvement de population au sens large, dont l'amplitude, la composition et les causes peuvent varier; il inclut la migration des réfugiés, des personnes déplacées ou déracinées, des migrants économiques, et des personnes se déplaçant pour d'autres fins, y compris le regroupement familial.²¹

Migration économique – La migration économique est définie comme un mouvement de personnes d'une région géographique à une autre, dans l'objectif de trouver des opportunités d'emploi intéressantes. La migration économique internationale implique de traverser les frontières avec des objectifs similaires. Au niveau de la théorie économique, il n'y a pas de différence entre la migration économique intérieure (par exemple, des campagnes vers les villes) et la migration économique internationale.

¹⁹ Glossaire UNAOC.

²⁰ Organisation Internationale pour les Migrations, "Glossaire de la Migration", 2ème édition, *Droit international de la migration* n°25 (2011).

²¹ International Organization for Migration, "Glossary on Migration", 2nd edition, *International Migration Law* n°25 (2011).

Les différences sont attribuables à des questions réglementaires qui se présentent lorsqu'un travailleur souhaite exercer un emploi dans un pays étranger ou qu'un employeur recrute un travailleur au-delà des frontières de son pays.²²



Partenariats public-privé (PPP) – Forme de coopération structurée entre des partenaires publics et privés, dans la planification/construction et/ou l'exploitation des infrastructures pour lesquelles ils partagent et redistribuent les risques, les coûts, les bénéfices, les ressources et les responsabilités. Les accords de travail sont fondés sur un engagement mutuel (au-delà de ce qui est impliqué par tout type de contrat) entre une organisation du secteur public et une autre organisation située en dehors du secteur public.²³

Profils migratoires – Outils visant à améliorer les informations sur la migration dans les pays en développement. Ils sont fondés sur un modèle commun, développé par l'OIM, qui comprend: les tendances et les caractéristiques de la migration, les impacts de la migration, la gouvernance liée à la migration et ses cadres de référence politiques; ainsi que les recommandations sur la gestion de la migration.²⁴



Recrutement des cerveaux – Immigration d'individus qualifiés et talentueux vers un pays de destination. Également appelée "fuite des cerveaux inversée".²⁵

Réfugié – Une personne dans l'incapacité de retourner dans son pays d'origine et qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.

Rôles liés au genre – Activités, devoirs et responsabilités confiés à des hommes ou à des femmes en fonction de la construction sociale de l'approche du genre dans un contexte donné.

²² Glossaire UNAO.

²³ Bovaird T., «Les partenariats public-privé : des notions contestées à une pratique observée». *Revue internationale des sciences administratives*, 70(2): 199–215 (2004).

²⁴ OIM, «Profils migratoires: Exploiter au mieux le processus» (2011).

²⁵ Organisation Internationale pour les Migrations, "Glossaire de la Migration", 2ème édition, *Droit international de la migration n°25* (2011).



Stéréotypes de genre – Idées préconçues, exagérées, ou excessivement simplifiées, selon lesquelles l'image ou l'opinion que l'on se fait d'un groupe social est fondée sur l'identité sexuelle. Il s'agit de certains exemples de préjugés selon lesquels «les hommes sont forts et prennent les décisions» ou bien «les femmes sont soumises et émotives». Les stéréotypes de genre entravent la jouissance de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, notamment en ce qui concerne les politiques, les programmes, et les projets de développement communautaire.



Transférabilité des droits (sociaux) – La transférabilité des droits à la sécurité sociale est la capacité des travailleurs migrants à préserver, maintenir et transférer les allocations d'un système de sécurité sociale d'un pays à l'autre.²⁶

Transferts de fonds – Sommes d'argent gagnées ou acquises par des ressortissants étrangers et renvoyées dans leurs pays d'origine.²⁷

Transnationalisme – Processus où des personnes établissent et entretiennent des relations socio-culturelles au-delà-des frontières.

Travail décent – Il est fondé sur le fait que le travail soit entendu comme une source de dignité personnelle, de stabilité familiale, de paix communautaire, de démocratie au service des peuples et de croissance économique qui augmente les opportunités d'emplois productifs et de développement des entreprises. Il implique des possibilités d'accéder à un travail productif en mesure d'apporter un revenu équitable, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale des familles, de meilleures perspectives pour le développement personnel et l'intégration sociale, mais aussi la liberté des personnes pour exprimer leurs préoccupations, organiser et participer aux décisions qui concernent leurs vies, ainsi que l'égalité des chances et des traitements entre les hommes et les femmes. Le «travail décent» est un élément clé pour réaliser une mondialisation équitable et réduire la pauvreté. La réalisation du «travail décent» nécessite la création d'emplois, le droit au travail, la protection sociale et le dialogue social, ainsi que l'égalité entre les hommes et les femmes, en tant qu'objectif transversal.²⁸

²⁶ Organisation Internationale pour les Migrations, "Glossaire de la Migration", 2ème édition, *Droit international de la migration n°25* (2011).

²⁷ Organisation internationale du Travail, Déclaration sur la justice sociale, pour une mondialisation équitable, Conférence internationale du Travail, 97ème session, Genève, le 10 juin 2008.

²⁸ Ibid..

Travailleur domestique – Un travailleur domestique est une personne qui est rémunérée pour réaliser des travaux domestiques comme le ménage, la cuisine, et la garde à domicile d'enfants ou de personnes âgées. Cette personne vit et travaille souvent au domicile de son employeur. Le terme non sexiste «travailleur domestique» est préféré à d'autres appellations comme «auxiliaire domestique» ou «domestique» car il permet de souligner que l'individu est un travailleur dans le cadre d'une relation de travail. Selon l'article 1 de la Convention de l'OIT sur les travailleurs et les travailleuses domestiques (n°189), 2011: (a) l'expression travail domestique désigne le travail effectué au sein de ou pour un ou plusieurs ménages; (b) l'expression travailleur domestique désigne toute personne de genre féminin ou masculin exécutant un travail domestique dans le cadre d'une relation de travail; (c) une personne qui effectue un travail domestique seulement de manière occasionnelle ou sporadique sans en faire sa profession n'est pas un travailleur domestique.²⁹

Travailleur migrant – Selon la définition de la Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles, 1990, Article 2(1), l'expression «travailleurs migrants» désigne les personnes qui vont exercer, exercent ou ont exercé une activité rémunérée dans un État dont elles ne sont pas ressortissantes.³⁰



Xénophobie – Les attitudes, les préjugés et les comportements qui rejettent, excluent et très souvent dénigrent des individus en se basant sur la perception selon laquelle ils sont étrangers ou n'appartiennent pas à la communauté, à la société ou à l'identité nationale. Il existe un lien étroit entre le racisme et la xénophobie, deux termes qu'il est difficile de différencier.

²⁹ Glossaire de l'UNAOAC.

³⁰ Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles, (1990), Article 2(1).

Acronymes

AEP – Agence d’emploi privée
AL – Autorité locale
ALENA – Accord de libre-échange nord-américain
ALR – Autorités locales et régionales
ANASE – Association des nations de l’Asie du Sud-Est
ARD – Agence régionale de développement
ASDC – Agence suisse pour le développement et la coopération
BCI – Bureau cantonal pour l’intégration des étrangers et la prévention du racisme
BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CACOF – Comité municipal consultatif sur les philippins expatriés
CAE – Communauté d’Afrique de l’Est
CAN – Communauté andine
CARICOM – Marché commun de la Communauté du bassin des Caraïbes
CCCI – Chambre cantonale consultative des immigrés
CCG – Conseil de coopération du Golfe
CD – Coopération décentralisée
CDE – Corporation de développement économique
CE – Commission européenne
CEACR – Commission d’experts pour l’application des conventions et recommandations
CEDEAO – Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CEN-SAD – Communauté des États sahélo-sahariens
CFO – Commission sur les philippins expatriés
CGFOS – Groupe principal des familles de travailleurs philippins expatriés
CIF-OIT – Centre international de formation de l’Organisation internationale du Travail
CIPD – Conférence internationale sur la population et le développement
CISP – Comité international pour le développement des peuples
CIVETS – Colombie, Indonésie, Viet Nam, Égypte, Turquie et Afrique du Sud
CLS – Comité de la liberté syndicale
CNCE – Conseil nantais pour la citoyenneté des étrangers
COMESA – Marché commun de l’Afrique orientale et australe
COMPAS – Centre sur la migration, la politique et la société
COMURES – Union des municipalités salvadoriennes
CONMIGRANTES – Conseil national pour la protection et le développement des migrants salvadoriens
COOPEC – Coopératives d’épargne et de crédit
COTSA – Communautés transnationales salvadoriennes américaines
CPDO – Bureau municipal de la planification et du développement

CRM – Centre de ressources pour migrants
CSS – Coopération Sud-Sud
CSST – Coopération Sud-Sud et triangulaire
CT – Coopération technique
D2D – Diaspora et développement
DAES – Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
DBF – Démocratie pour le futur des enfants (Demokrati for Barns Framtid)
DEL – Développement économique local
DELI – Diversité dans l'économie et l'intégration locale
DET – Développement économique du territoire
DL – Développement local
DS – Dialogue social
EU-MIA – European Migrant Integration Academy
FAO – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEDEVACO – Fédération vaudoise de coopération
FIERI – Forum international et européen de recherche sur l'immigration
FMMD – Forum mondial pour la migration et le développement
FSI – Fédérations syndicales internationales
FWC – Conseil des femmes philippines
GMG – Groupe mondial sur la migration
GPM – Groupe des politiques de migration
HOM – Help Office for Migrants (bureau d'aide aux migrants à Sédhiou)
ICMD – Initiative conjointe pour la migration et le développement
IPM – Institut des politiques migratoires
IRnet – Réseau international des transferts de fonds
IST – Infections sexuellement transmissibles
IUE – Institut universitaire européen
KNOMAD – Partenariat mondial pour les connaissances sur les migrations et le développement
LVT – Local Vocational Training (formation professionnelle à l'échelle locale)
M & D – Migration et développement
MA – Mémoire d'accord
MERCOSUR – Marche commun du Sud
MIDSA – Dialogue sur la migration en Afrique australe
NCPC – Conseil des citoyens de la ville de Naga
NORKAA – Affaires relatives aux non-résidents de Kerala
NRI – Indien non-résident
OCDE – Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OF – Philippin expatrié
OFW – Travailleur philippin expatrié

OIM – Organisation internationale pour les migrations
OIT – Organisation internationale du Travail
OMM – Office municipal des migrants
ONG – Organisation non gouvernementale
OSC – Organisation de la société civile
OWWA – Administration de la protection sociale des travailleurs expatriés
PA – Plan d’action
PC – Processus de Colombo
PCR – Processus consultatifs régionaux
PDCP – Programme de développement des compétences professionnelles
PDG – Plan de développement global
PDL – Plan de développement local
PIC – Programme d’intégration cantonale
PME – Petites et moyennes entreprises
PML – Profils migratoires locaux
PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement
PPP – Partenariat public-privé
R & D – Recherche et développement
SAE – Services d’appui aux entreprises
SCOCAO – Bureau des affaires des Chinois d’outre-mer
SIDC – Coopérative de développement de Sosoro Ibaba
SLR – Service de lutte contre le racisme
SPE – Services aux petites entreprises
SPT – Système de permis de travail
TCSA – Alliance du sommet de la ville de Toronto
TIC – Technologies de l’information et de la communication
TRIEC – Conseil d’emploi pour les immigrants de la région de Toronto
TWG – Groupe de travail technique
UAL – Unité administrative locale
UE – Union européenne
UFB – Unité de formation mobile
UNHCR – Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l’enfance
WOCCU – Conseil mondial des coopératives de crédit

Financé par



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Mis en œuvre par



<http://www.migration4development.org/>